

Que faire des classes sociales ? What to do with social classes?

François Dubet

Number 49, Spring 2003

Des sociétés sans classes ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/007906ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/007906ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dubet, F. (2003). Que faire des classes sociales ? *Lien social et Politiques*, (49), 71–80. <https://doi.org/10.7202/007906ar>

Article abstract

Social classes were long a central concept of Sociology, allowing it simultaneously to describe social structure, collective identities, and social movements. This analytic reach has been undermined by the effects of economic change, mass culture, and political transformations. Social classes and stratification are essentially separate. Nonetheless, there is no need to abandon the concept, as long as it is used analytically and critically to study relations of domination as they appear in the subjective experience of actors.

Que faire des classes sociales ?

François Dubet

Avant que de s'interroger sur la «disparition» ou le «retour» des classes sociales, sur leurs frontières, leur destin et leurs mutations, il importe de savoir de quoi on parle. Si la classe sociale est une manière, parmi bien d'autres, de désigner les groupes sociaux hiérarchisés selon un certain nombre de critères, si elle désigne seulement des groupements et des types d'activités économiques ou professionnelles, ou bien encore des ensembles culturels, la notion de classe ne s'impose pas au nom de sa valeur ajoutée théorique. Elle est au mieux une habitude de langage. Ce problème n'est pas nouveau et toute la tradition sociologique n'a cessé de le poser et de le reprendre, de Marx à Touraine en passant par Weber, Aron, Dahrendorf, et par tous les sociologues de la stratification sociale. Plutôt que d'évoquer les grands moments de cette dis-

cussion relative à la spécificité des classes, je préfère en tirer directement quelques conclusions.

Les classes sociales ne sont pas définies par de simples inégalités d'accès à un certain nombre de ressources. C'est là toute la différence entre les classes, dont on admet généralement qu'elles sont peu nombreuses et dont les frontières sont relativement tranchées, et les strates sociales situées sur une hiérarchie des inégalités de revenu, de culture, d'influence, de prestige... Même si les classes sociales sont dans des rapports d'inégalité, il importe de ne pas les réduire à ces inégalités, parce que celles-ci sont placées sur un continuum, sur des barrières plus que sur des niveaux, et surtout, parce que les échelles d'inégalité sont multiples et ne sont pas nécessairement superposables : les revenus, les diplômes, le type

de travail, l'âge, le sexe, la lignée, le pouvoir et bien d'autres facteurs contribuent à définir des échelles de positions complexes largement irréductibles aux classes sociales. Plus précisément, on peut penser que les classes structurent la stratification, mais qu'elles ne peuvent pas se confondre avec elle. C'est pour cette raison que, comme l'avait bien noté Weber en distinguant «classes», «statut» et «pouvoir», la définition empirique des classes a toujours posé un problème. On sait que Marx lui-même s'était heurté à cette difficulté en dénombant, au fil de ses textes et de ses perspectives de démonstration, de deux à douze classes. Que faire de ceux qui ne sont ni des ouvriers, ni des capitalistes, que faire des paysans selon qu'ils sont petits ou gros, des cadres, des employés, de tous ceux qui sont

salariés sans être dépourvus de pouvoir et de prestige ?

Les classes sont liées à la modernité et aux sociétés industrielles capitalistes. Elles ne sont ni des castes, ni des ordres, ni des communautés : les catholiques d'Irlande du Nord, les femmes et les Noirs américains ne sont pas des classes sociales, et pourtant ce sont des groupes bien identifiables et nettement dominés. On s'accorde généralement à définir les classes sociales par un *rapport de classes*, c'est-à-dire par un conflit lié à la production des richesses, conflit dont on postule qu'il structure une grande partie de la vie sociale. Qui possède les moyens de production et détermine le partage des richesses et l'investissement, qui ne possède que sa force de travail ? Alors que les castes et les ordres sont héréditaires, les classes sociales sont compatibles avec une certaine ouverture et une certaine mobilité sociale, elles se développent au sein de sociétés démocratiques, au sens que Tocqueville donnait à cette notion. Dans la plupart des cas, les inégalités de classe n'affectent pas une égalité de principe des individus et c'est là un des

premiers paradoxes de cette notion ; les classes désignent des rapports de domination dans des sociétés postulant l'égalité fondamentales des individus.

Enfin, « il n'y a pas de classe sans conscience de classe ». La notion de classe n'a vraiment d'utilité sociologique que dans la mesure où elle désigne une classe « pour soi », un ensemble social ayant une conscience de lui-même suffisamment forte pour que le groupe se forme en acteur collectif. Pour Marx, les petits paysans atomisés de 1848 n'étaient pas une classe, à la différence des ouvriers regroupés dans les grandes concentrations industrielles et dans des associations ouvrières. De ce point de vue, la classe est à la fois de l'ordre du système et de l'ordre de l'action. Dans une certaine mesure, une société de classes doit se vivre comme une société de classes et de conflits de classes. Les classes sociales sont, à la fois, un ensemble objectif, un être social, et un mode de définition de la vie sociale. C'est pour cette raison que ce concept est autant idéologique et politique que social, et que l'histoire de la classe ouvrière est celle de la conscience de classe, celle du mouvement ouvrier, du syndicalisme et des partis ouvriers. Pourrions-nous parler de classes sociales dans le cas d'une société où aucune organisation collective, aucune catégorie d'action et de connaissance n'en appellerait aux classes sociales, et sous le seul prétexte que ces classes existeraient en soi ? Il n'y a de classes sociale que pour autant qu'il existe des acteurs de classes, et c'est là la première valeur ajoutée de cette notion à la simple socio-

graphie des inégalités et au seul dénombrement statistique.

Un système de correspondances

La plupart des sociétés historiques ont été inégalitaires, opposant violemment dominants et dominés, marquant de manière brutale les différences entre les groupes sociaux, au point qu'ils semblaient parfois ne pas appartenir à la même humanité, comme les maîtres et les esclaves, les nobles et les paysans. Cependant, c'est avec l'apparition des sociétés industrielles que les représentations de la vie sociale en termes de classes sociales se sont imposées partout et ont largement excédé la seule filiation marxiste. *Dans l'ordre de la théorie sociologique, la force du concept de classe vient de ce qu'il a constitué un principe d'analyse général de la vie sociale en établissant un système de correspondances entre divers ordres de phénomènes sociaux.* Le concept de classe a débordé la seule description de la structure sociale pour devenir un concept « total » expliquant à la fois l'ordre, la dynamique et le changement social. Bref, l'analyse en termes de classes s'est imposée à la sociologie des sociétés industrielles dans la mesure où elle débordait la seule étude des classes sociales. Par exemple, nous avons pu construire des théories de l'éducation ou des théories du contrôle en termes de classes : il suffisait de démontrer que la culture scolaire légitime était celle de la classe dominante ou que le travail social n'était qu'un outil au service de la classe dominante. Le concept de classe a produit une sociologie générale,

une théorie politique, une sociologie générale de l'art et de la culture, une sociologie économique, une sociologie urbaine et bien d'autres cadres encore¹. Personne ne pourrait raisonnablement dire qu'il n'y a plus de classes aujourd'hui, mais ce qui est en jeu, c'est la capacité théorique de cette notion; il s'agit moins de savoir s'il y a des classes, des exploités et des exploités, que de connaître la portée d'une analyse en termes de classes sociales.

a. Les classes sociales ne désignent pas seulement la structure fonctionnelle et économique de la société capitaliste industrielle, elles définissent aussi *des êtres de classe*, des identités collectives et individuelles, des cultures et des communautés. C'est sans doute Halbwachs qui a poussé cette analyse au plus loin en montrant comment l'expérience de travail structurait une identité, un mode de vie, une sorte de nature de classe. La classe ouvrière, c'était la culture ouvrière constituée par un « nous » opposé à un « eux », comme les sociologues anglais n'ont cessé de le montrer depuis Thompson, et comme la théorie de l'*habitus* n'a cessé de l'affirmer. La classe sociale construit le rapport à soi et aux autres, elle détermine les rapports à la culture cultivée, au corps, aux relations entre les sexes, à l'espace, à l'école... et, en cela, elle devient une catégorie générale. Plus trivialement, la sociologie a longtemps utilisé la position de classe comme la variable indépendante la plus fortement prédictive des conduites des acteurs: on ne compte plus les ouvrages montrant qu'elle détermine les choix

politiques, les goûts, les comportements, les chances et les anticipations de réussite...

Cette dimension des classes sociales a cependant deux limites. La première vient de ce que la classe a toutes les chances de devenir, en fait, une strate, une couche sociale ou une communauté elle-même divisée en une multitude de sous-ensembles; les petits paysans catholiques ont plus de chances de paraître homogènes que les ouvriers, et bien des analyses se sont épuisées dans une description si fine que les classes y ont perdu leur pertinence en se multipliant à l'infini. La seconde faiblesse vient de ce que cette analyse n'est pertinente qu'en fonction de la sophistication de l'appareil méthodologique et statistique; dès que l'on introduit d'autres variables que la classe, le sexe, l'âge, l'ethnie, la religion..., la position de classe risque d'apparaître de moins en moins déterminante. On découvre alors des « morceaux de classe », mais pas forcément « la classe » imaginée par la pensée communiste, longtemps hostile aux curiosités positivistes des sociologues qui dissolvaient le concept au fur et à mesure qu'ils le précisaient.

b. *Les classes sont des acteurs collectifs*. Comme l'a bien montré Touraine, la conscience de classe ne peut pas être réductible à la seule conscience d'identité, elle implique aussi une conscience d'opposition, la classe a un adversaire, elle est définie par un rapport de classes. Elle suppose aussi une conscience de totalité, une définition des enjeux de ce conflit: qui maîtrise le travail et l'investisse-

ment, qui s'approprie le progrès? Les classes sont des « volontés », disait Aron, elles sont le cœur des mouvements sociaux. Dans la plupart des sociétés industrielles, la vie collective a été organisée autour de ce modèle et ce que l'on a appelé la gauche pendant plus d'un siècle, qu'elle soit travailliste, socialiste, social-démocrate, communiste ou démocrate, a été perçu comme l'expression politique d'une classe sociale ou d'un ensemble de classes. Une littérature considérable a traité de ce problème: comment se forme l'action de classe, comment se constitue la vie politique, quelles sont les relations entre les syndicats et les partis, comment se forme l'État-providence...? On sait que ce modèle a été si fort qu'il a repris à son compte le thème révolutionnaire et s'est coulé dans une théorie de la nécessité historique, même si les révolutions dites ouvrières se sont faites sans ouvriers et souvent contre eux. On sait aussi qu'il a instruit une critique générale de la vie sociale en termes de domination de classe, postulant que cette domination organise, en dernière instance, les jeux du pouvoir, du contrôle social, de la culture et de la politique. Une bonne part de la sociologie des années soixante et soixante-dix s'est consacrée à cette tâche au risque parfois de n'être plus qu'une idéologie quand la relation entre les catégories de l'expérience sociale et celles de l'analyse paraissait trop distendue pour être crédible.

c. Dans les sociétés industrielles, *la classe sociale est un objet total*, elle est un *explicandum et explicanda*, ce qu'il faut expliquer et ce

qui explique ce qu'il faut expliquer. Elle est une cause et un effet, et l'on sait que certaines théories et certains régimes ont fait de ce programme intellectuel total un projet politique totalitaire. Mais quels que soient l'intérêt, les aventures et les avatars de ce projet, le déclin de la notion de classe concerne moins la réalité des groupes sociaux considérés comme des classes, que le cadre intellectuel construit autour des classes. Au fond, il s'agit moins de savoir s'il existe toujours des classes sociales, que de savoir ce que vaut l'analyse de la vie sociale en termes de classes sociales et jusqu'où on peut l'étendre. La classe subsume-t-elle l'expérience sociale des individus ? Les conflits de classes permettent-ils toujours d'expliquer l'action collective et la vie politique ? Comprenons-nous bien : pour répondre à cette question il ne s'agit pas d'observer « simplement » qu'il existe toujours des inégalités, de la domination et des conflits, il ne s'agit pas non plus de dire que l'action sociale et les identités procèdent des positions sociales des acteurs, il faut savoir si tout ceci forme un système dont les classes sociales sont la clé de

voûte. En fait, c'est le concept total qui doit être soumis à l'analyse si l'on veut échapper à quelques truismes, à bien des facilités de langage ou à la redécouverte des ouvriers de l'automobile.

La décomposition d'un concept

Si la notion de classe a perdu une partie de son actualité, c'est sans doute en raison de mutations sociales profondes dans l'ordre des rapports de production, dans le domaine des identités, où la culture de masse a érodé les cultures de classe, et dans le registre de l'action collective, les mouvements sociaux n'étant pas tous réductibles à des mouvements de classes.

a. En fait, il y a longtemps que la définition des classes à partir de la position des individus dans la production pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Soit on oppose les salariés aux propriétaires des moyens de productions et près de 80% de la société est salariée, soit on ne retient que la classe ouvrière, et que deviennent les autres ? Il faut donc faire intervenir d'autres critères, comme la qualification, le revenu, l'autonomie dans le travail, le statut de l'emploi, et, à terme, la notion d'intérêt commun des membres de la même classe est plus un postulat qu'une observation empirique. Bien que ce problème ait toujours existé, il a pris une dimension plus aiguë avec ce qu'on appelle, faute de mieux, la complexité de la vie sociale. Par exemple, même si les employés sont des salariés, est-il bien raisonnable de les assimiler aux ouvriers, qui, eux-mêmes, voient leurs situations de travail se diversifier à l'in-

fini ? Les identités sexuelles et ethniques sont, de leur côté, de plus en plus prégnantes dans la définition de la position des individus et de la conscience qu'ils s'en forgent. Comment définir la position d'une famille dont le père est ouvrier et immigré et dont la mère, française, est infirmière dans un hôpital ? Comment mettre ensemble les ouvriers d'EDF, dont le statut reste relativement protégé, et les ouvriers précaires des travaux publics et des PME sous-traitant des grandes entreprises, dont EDF ? Sans doute y-a-t-il toujours eu de grandes difficultés à passer d'une analyse en termes de classes à une description des groupes sociaux, mais cette difficulté s'est fortement accentuée avec la multiplication des dimensions de l'identité et avec le développement des outils statistiques et méthodologiques, qui affecte l'unité trop simple des critères de classes. Par exemple, s'il y a toujours une classe ouvrière, il est de plus en plus difficile de faire comme s'il s'agissait d'un groupe homogène. Quant à la bourgeoisie, peut-on mettre dans le même sac ceux qui vivent de leurs rentes et de leurs actions, ceux qui dirigent les entreprises et ceux qui tirent leur prestige et leur pouvoir de leurs compétences professionnelles et de leur autonomie ?

b. Bien que les classes ne soient pas des castes, elles étaient cependant conçues comme des communautés, des ensembles partageant des modes de vie et des visions du monde. Qu'on s'en réjouisse ou pas, il est clair que les sociétés de consommation de masse ont considérablement affaibli les êtres de

classe, sans pour autant réduire les inégalités. Tout en étant stratifiée par les jeux infinis de distinction, la culture de masse a érodé les modes de vie particuliers en stimulant d'autres modes d'identification que ceux de la classe sociale, qu'il s'agisse de l'âge, du sexe ou de la myriade des goûts. L'ouverture de l'enseignement secondaire à tous les élèves n'a pas réduit les inégalités de façon radicale, mais elle a imposé à tous les mêmes modèles, notamment aux enfants d'ouvriers, qui ont fini par croire que l'indignité scolaire du travail manuel était aussi une indignité sociale. Les modes d'identification subjective se sont brouillés et la classe sociale n'est plus l'indicateur le plus efficace des attitudes et des comportements: le sexe, le diplôme, le parcours personnel, l'origine ethnique, le quartier de résidence permettent d'anticiper les dispositions des acteurs de façon plus précise et plus efficace que la seule appartenance de classe. D'ailleurs, la théorie des «capitiaux» de Bourdieu ne dit pas autre chose, sauf à supposer que les types de capitaux se superposent parfaitement, ce qui ne vaut que tout à fait en haut ou tout à fait en bas de l'échelle sociale. Ce brouillage des styles de vie se manifeste d'ailleurs dans le vocabulaire social lui-même, où le mot classe sociale a quasiment disparu au profit de notions vagues comme celles de «classes populaires», de «groupes défavorisés» ou de «banlieue»; la dernière trouvaille française est celle des «gens d'en bas». Les auto-identifications se sont multipliées: une enquête conduite auprès d'ouvriers américains montre qu'ils se définissent

comme des travailleurs pour ce qui est du travail, comme des classes moyennes dans l'ordre de la consommation, et comme le peuple sur la scène politique, sans compter qu'ils se perçoivent aussi comme des Chicanos ou comme des Noirs.

c. Face à la dissolution du social, peut-on toujours parler d'action de classe? Pour ce qui est du vote, l'affaire semble entendue, nous sommes loin du temps où l'on s'interrogeait sur le fait que certains ouvriers ne votaient pas communiste. Il n'est plus possible de parler d'électorats de classe tant les facteurs du vote se sont détachés de la seule appartenance de classe; l'âge, le diplôme, le statut de l'emploi, la zone de résidence pèsent tout autant que l'appartenance de classe. Pour ce qui est de l'action syndicale, est-il toujours possible de la considérer comme une action de classe? En France, c'est probablement un abus de langage quand on sait la faiblesse du syndicalisme, son ancrage corporatiste et surtout, son repli sur quelques grandes entreprises et sur le secteur public. Les ouvriers de la SNCF ou les infirmières luttent-ils au nom de la classe ouvrière ou au nom de leurs corporations et de la défense du secteur public? Quoi qu'il en soit objectivement, il faut bien observer, là aussi, que le discours de classe s'est considérablement affaibli dans les syndicats et dans la gauche, pour ne devenir parfois qu'une rhétorique de l'extrême gauche. Dans la plupart des pays d'Europe, les syndicalismes et les gauches ont cessé d'être les expressions du mouvement ouvrier. De plus, depuis vingt ans, la nébuleuse des nouveaux mouvements sociaux

apparus sur la scène publique ne participe plus d'une analyse en termes de classes, en tous cas des classes sociales entendues dans un sens classique. Les acteurs se mobilisent en tant que femmes, que communauté ethnique et culturelle, que minorités, qu'habitants de la planète, d'une région ou d'un village, que salariés et que classes sociales... Le fait de combattre diverses formes de domination ne suffit pas à faire des mobilisations des acteurs de classes. Le fameux «mouvement social» est sans doute hostile aux capitalismes néolibéral, mais il comprend plus de chômeurs, de travailleurs sociaux, de professeurs, de journalistes et de paysans que d'ouvriers. À terme, on comprend la position de Laclau et Mouffe qui pensent que les classes sociales ne sont qu'un effet discursif, un mode d'affirmation et d'entrée dans la scène politique, et certainement plus des acteurs réels. Quand l'extrême gauche défend les sans-papiers au nom d'une lutte anticapitaliste, ce discours n'est pas le reflet d'une lutte des classes, mais une manière de se situer dans la symbolique politique². Pour le dire de façon plus abstraite et plus théorique, la société industrielle a largement identifié les conflits du travail dans l'industrie et la lutte contre le capitalisme; aujourd'hui, ces deux termes tendent à se distinguer progressivement.

Classe « exclusion », classe « nation »

Généralement, la mise en cause d'une analyse en termes de classes sociales procède de la volonté de présenter une vision apaisée et intégrée de la vie sociale, soit

autour de mécanismes institutionnels, soit autour de l'atomisation des intérêts individuels dans une multitude de marchés; c'est ainsi que l'on a longtemps opposé les sociétés de masse, les sociétés de consommation ou les sociétés «moyennes» aux sociétés de classes. Ce n'est pas cette perspective qui est adoptée ici. Les conflits sociaux restent aigus et multiples et, si certaines inégalités se réduisent, d'autres se creusent tandis que les mobilisations collectives échappent plus ou moins partiellement à leur institutionnalisation. Simplement, tout ceci ne se ramène pas à un «simple» système de classes. Trois grands phénomènes expliquent ce qui aurait pu longtemps apparaître comme un paradoxe.

a. Le premier d'entre eux est l'installation d'une exclusion de masse au sein des sociétés postindustrielles. Sur ce point, l'Europe découvre aujourd'hui certains des traits sociologiques longtemps attribués aux sociétés dépendantes, notamment en Amérique latine. Au clivage entre les dominants et les dominés, les «exploiteurs» et les «exploités», se superpose un cli-

vage séparant les inclus et les exclus, ces derniers étant des sortes d'enclaves du Sud dans les pays du Nord. En effet, un système de rapports de classes exige un minimum d'intégration et de participation; ce fut d'ailleurs un thème constant du mouvement ouvrier que de rappeler la centralité du travail industriel, et surtout, de démontrer que la pauvreté des travailleurs résultait d'une exploitation assurant les richesses des riches. Cet aspect «fonctionnel» des rapports de classes est évidemment beaucoup moins net quand les gens sont privés d'emploi et ne dépendent que des aides sociales et des économies que l'on appelle chagement marginales ou informelles. Et ce n'est pas du tout la même chose que d'être un travailleur exploité et que d'être mis à la marge comme surnuméraire. Là aussi, le vocabulaire banal a pris acte de cette évolution puisqu'on ne parle plus guère des habitants des grands ensembles de banlieue comme des ouvriers (ce qu'ils sont le plus souvent) mais comme des «cas sociaux» qui ne seraient définis que par leurs problèmes. Dans un pays comme la France, on sait que ce type de marginalité a fortement contribué au délitement du syndicalisme et de la représentation politique; en Angleterre, les films de Ken Loach ne montrent plus la classe ouvrière, mais les pauvres, ceux qui sortent de la classe ouvrière.

b. Les évolutions du capitalisme, ce qu'on appelle la mondialisation, ont déconnecté les rapports de classe du seul cadre de l'État nation dans lequel ils se sont longtemps développés. Une bourgeoisie

nationale s'opposait alors à un prolétariat national, les deux acteurs visant à peser sur un État et un système politique censés diriger l'économie. Quand les capitaux, les marchandises et les hommes circulent sur l'ensemble de la planète, cette opposition frontale se transforme sensiblement et l'on voit le thème et les identifications nationales se superposer aux seuls thèmes de classes. Il me semble peu discutable que l'on voit aujourd'hui s'opposer les acteurs identifiés à l'ancien cadre national à ceux qui jouent d'abord l'ouverture sur le monde. En ce sens-là, mieux vaudrait parler du «peuple national» que de la classe, ce peuple-là étant d'ailleurs fort hétérogène en termes sociaux: employés des entreprises nationalisées, petite bourgeoisie dépendant des marchés nationaux, petite paysannerie, employés de l'État s'opposent à l'ouverture à tous les vents de l'Europe et du monde. Pour peu que les diverses sociétés connaissent des problèmes d'intégration et d'assimilation des migrants, ce glissement des rapports de classes explique l'apparition d'une sensibilité politique populiste qui n'est certainement pas l'expression pure d'une conscience de classe, mais qui n'y est pas pour autant totalement étrangère. Notons d'ailleurs, au passage, que ces sensibilités et ces mouvements populistes ont longtemps été le propre des sociétés dépendantes, des sociétés dont le développement venait d'abord du dehors. Bien sûr, je n'établirai aucune équivalence, et surtout pas éthique, entre les grèves de 1995 en France et le vote pour l'extrême droite, mais force est de recon-

naître que ces deux manifestations peuvent être comprises comme deux réponses opposées au même problème: celui du déclin d'un cadre national.

c. On peut toujours penser qu'il existe «objectivement» des classes, mais si l'on a tant de mal à identifier ces classes, c'est principalement parce que les rapports de classes se sont désarticulés et ne se jouent plus dans l'espace homogène de la société industrielle nationale. Ceci nous conduit à proposer une représentation assez complexe de la structure sociale dans laquelle les rapports de classes se jouent dans plusieurs ensembles entretenant, entre eux, des rapports de domination, pour ne pas dire des rapports de classes. En nous inspirant de Reich, on peut distinguer quatre ensembles.

— L'ensemble des *compétitifs* structure les rapports de classes au sein des entreprises et des secteurs tournés vers l'exportation, les technologies de pointe et une forte valeur ajoutée du travail et de la connaissance. Ce monde oppose dirigeants et travailleurs, souvent très qualifiés, mais il est aussi, comme tel, un monde dominant puisqu'il peut externaliser ses coûts vers l'ensemble des précaires.

— Les *précaires* sont l'ensemble des entreprises et des travailleurs qui dépendent du secteur précédent et se voient réserver, souvent au sein de petites entreprises, le travail le moins qualifié, le plus pénible et le plus exposé à la concurrence de la main-d'œuvre des pays pauvres. Souvent, ce sont des entreprises locales, peu syndi-

quées, où les rapports d'exploitation sont d'autant plus brutaux que l'ensemble du secteur productif est lui-même dépendant de plus puissants.

— Les *protégés* forment un troisième monde dont le niveau de revenus est moins fixé par le marché que par la capacité politique des corporations concernées. C'est le monde des entreprises d'État, des fonctionnaires, de certaines professions comme les médecins et, partiellement, des agriculteurs. Là aussi, il existe des rapports de domination, sinon des rapports de classe entre les dirigeants et les dirigés, mais l'ensemble de ce secteur tient, notamment en France, par son influence politique sur les grands partis qui gèrent alternativement le pays.

— Enfin, les *exclus* forment le quatrième ensemble, celui des prestations sociales et des économies informelles où se développent des rapports de classes sauvages. Le plus souvent, ce monde n'est plus perçu que par ses dangers et ses identités ethniques oscillant entre le stigmatisé et la revendication, entre l'apathie et la violence.

Si l'on joue à situer ces quatre ensembles sur les axes de l'exclusion et de la nation, les rapports de classes y prennent des connotations spécifiques. Les compétitifs jouent dans un espace international et se perçoivent souvent comme les meilleurs défenseurs de la nation dans une compétition mondiale. Les précaires se perçoivent comme la «vraie» nation menacée et blessée parce qu'ils sont menacés par la marginalisation. Les protégés se

définissent comme le cœur de l'intégration et de la nation, ce qu'on appelle en France la République, alors que les exclus sont perçus comme les ennemis campant aux portes de la nation, à travers le thème de l'insécurité, qui domine aujourd'hui la vie politique. Dans ce contexte, rien n'interdit de penser en termes de classes, à condition d'admettre que les rapports de classes se sont diffractés sous le double effet de la globalisation des échanges et de la marginalisation progressive d'une partie des travailleurs.

Défense des classes : rapports de classes, êtres de classe

Du point de vue analytique, le thème des classes sociales paraît paradoxal, ce qui en rend l'usage à la fois indispensable et improbable.

Je crois qu'il faut défendre la notion de classe car elle désigne la présence et la force de mécanismes de domination sociale. Au-delà de la pluralité des secteurs socioéconomiques, de la société de masse et de la multiplication des clivages et des registres d'inégalité, d'âge, de sexe, d'ethnie... les rapports sociaux restent marqués par des principes de domination qui ne se réduisent pas aux seuls jeux des divers pouvoirs. Rappelons que le pouvoir est une ressource de l'action circulant entre les dominants et les dominés, et que même les dominés en possèdent un peu dans les sociétés normalement démocratiques, alors que la domination est la capacité d'imposer un jeu et ses règles au nom de la nécessité économique, de la technique, de la science... Nous avons même inté-

rêt à maintenir l'idée de rapports de classes parce qu'elle invite à voir de la domination là où la pensée sociale ne voit que l'ordre banal des choses, celui du mérite dans la distribution des diplômes, celui de l'anomie dans l'exclusion, celui de la compétence dans la compétition économique et, plus simplement encore, celui de l'ordre des choses dans l'état des mœurs et dans les décisions apparemment les plus techniques. La notion de classe garde donc une capacité critique essentielle quand elle montre, par exemple, que les exclus sont dominés par un système de classes ou que les mécanismes de reproduction scolaire sont aussi des mécanismes de domination, de la même manière que la violence des jeunes de banlieue s'efforce d'y répondre, ou que le vote populiste est, d'une certaine façon, un vote de classe. Au fond, l'analyse en termes de classes a quelques vertus morales et surtout, elle est utile en ce qu'elle résiste à la dissolution de l'idée de société et de structure sociale derrière l'image d'une juxtaposition de marchés mettant en activité de purs atomes individuels, une simple stra-

tification ou une juxtaposition de communautés culturelles.

Le problème vient de ce qu'il faut se résoudre à un usage purement analytique et purement construit des classes et des rapports de classes, usage équivalent à celui de la notion de système par exemple, parce que les classes ne sont plus, sauf exception, des êtres de classe concrets, des communautés de vie pertinentes. On parle des beaux quartiers plus que de la bourgeoisie, des hauts fonctionnaires plus que des dirigeants, des couches populaires plus que de la classe ouvrière... Autrement dit, il existe une distance irréductible entre les rapports de classes et la stratification parce que l'un et l'autre de ces espaces sont pluridimensionnels. Pourquoi, quand il s'agit d'identifier les groupes sociaux, privilégier le revenu, le sexe, l'âge, les diplômes, l'origine ethnique, l'activité, alors que nous vivons dans la totalité de ces registres ? De la même manière, il convient de distinguer les rapports de reproduction liés à l'héritage et aux diplômes, et les rapports de production liés au travail. Comment ignorer aussi que les rapports de pouvoir et d'influence ne se superposent pas exactement aux diverses stratifications et aux seuls rapports de classes ? Enfin, comment ignorer ainsi que l'action collective ne se réduit que très exceptionnellement à une action de classe, et surtout chez ceux qui abusent de cette définition d'eux-mêmes pour n'en faire qu'un démarquage idéologique, pour n'en faire qu'un signe politique ?

Pourtant, la notion de classe reste utile quand on cherche à cerner des modes de domination sociale et à expliquer l'expérience des acteurs. On oppose souvent les classes sociales au règne de l'individualisme. Cette analyse est acceptable quand on considère que les classes sociales sont d'abord des communautés et des êtres de classe. Ces ensembles culturels plus ou moins homogènes ont été largement éradiqués par le triomphe de l'individualisme, dont il faut rappeler qu'il reste perçu comme un progrès pour la plupart des gens subjectivement libérés du *fatum* des appartenances collectives. Mais, à l'opposé, la rencontre de l'individualisme et des rapports de classes conduit vers une tout autre analyse parce que la disparition des êtres de classe ne médiate plus les mécanismes de domination de classe. L'ethos individualiste et la domination se heurtent frontalement. Dans une société d'individus, les acteurs sont directement confrontés à une domination qui met en jeu leur individualité, leur valeur et leur estime d'eux-mêmes. Les mauvais élèves se sentent responsables de leurs échecs bien plus que d'une injustice sociale, les chômeurs se sentent incapables autant que victimes de la crise, et les habitants des banlieues sont coupables de leur « anomie » et de la déviance de leurs enfants, bien plus que d'une injustice collective ; d'ailleurs n'enviage-t-on pas de les punir ?

En fait, la domination de classe, qui pouvait prendre une expression directement politique dans la société industrielle, acquiert une tonalité directement psychique

quand les rapports de domination se détachent des êtres de classe. Quand les rapports de classes et la stratification se détachent, la domination est vécue comme une épreuve individuelle et non comme un enjeu collectif. Il faut maintenir une analyse en termes de rapports de classes, non pas pour décrire des groupes sociaux, mais pour renverser l'ordre de lecture des problèmes sociaux en montrant en quoi le stress des travailleurs, la dépression des cadres et la violence des jeunes de banlieue (entre autres) sont le produit d'une domination qui reste une domination de classe. On ne peut sauver la notion de classe sociale qu'en lui réservant un usage précis, mais limité, celui de rapports de domination. La notion de classe sociale est utile parce qu'elle permet de renverser l'évidence des choses et des problèmes sociaux, cette notion est d'abord intellectuelle et politique. Les classes sociales constituent un programme intellectuel et politique, une manière de lire et d'expliquer des expériences et des conduites qui ne sont jamais directement l'expression de classes sociales «concrètes».

Donc...

Il n'y a aucune raison de refuser la notion de classe, mais si l'on veut lui garder quelque utilité, il faut lui réserver un caractère analytique et critique, sauf à s'épuiser dans des jeux infinis de mises en correspondances incertaines entre plusieurs ordres de phénomènes. On peut considérer que tous ceux qui se sont livrés récemment à cet exercice s'y sont perdus, soit en trouvant tellement de classes qu'ils

ont décrit une stratification, soit en trouvant si peu qu'ils n'ont rien dit de la vie sociale. À terme, la seule réalité des classes sociales est celle dont Marx avait eu le premier l'intuition : il n'y a que des rapports de classes et des rapports de domination. Toute la difficulté vient de ce que cette domination se projette dans une multitude de registres et de phénomènes, et surtout, de ce qu'elle est de plus en plus subjective, de plus en plus vécue comme l'incapacité de conduire sa propre vie alors même que la modernité en fait l'impératif majeur. C'est pour cette raison que les thèmes du mépris et de la reconnaissance sont sans doute les meilleures voies d'accès à une analyse en termes de classes sociales.

François Dubet
Université de Bordeaux 2
CADIS, EHESS

Notes

- ¹ Je rappelle aux plus âgés des lecteurs que cette affirmation d'un point de vue de classe faisait partie d'une sorte de rhétorique rituelle de la plupart des thèses sociologiques des années soixante-dix.
- ² Cette affirmation n'est évidemment pas une manière d'invalider ce type de lutte sociale.

Éléments de bibliographie

- ARON, Raymond. 1964. *Les luttes de classes. Nouvelles leçons sur la société industrielle*. Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI, Luc. 1982. *Les cadres*. Paris, Éd. de Minuit.
- BOUFFARTIGUE, P. 1991. «Le brouillage des classes», dans J.-P. DURAND et F.-X. MERRIEN, éd. *Sortie de siècle*. Paris, Vigot.

- BOURDIEU, Pierre. 1979. *La distinction*. Paris, Éd. de Minuit.
- CAPDEVIELLE, J., H. Y. MEYNAUD et R. MOURIAUX. 1990. *Petits boulots et grand marché européen. Le travail démobilisé*. Paris, Presses de la FNSP.
- CASTEL, Robert. 1995. *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris, Fayard.
- COHEN, D. 1997. *Richesse du monde, pauvreté des nations*. Paris, Flammarion.
- CROMPTON, R. 1994. *Clase y Estratificación*. Madrid, Tecnos.
- DAHRENDORF, R. 1972. *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*. Paris et La Haye, Mouton.
- DAHRENDORF, R. 1988. *The Modern Social Conflict*. New York, Weidenfeld & Nicolson.
- DESROSNIÈRES, Alain, et Laurent THÉVENOT. 1996. *Les catégories socio-professionnelles*. Paris, La Découverte.
- DUBET, François, et Danilo MARTUCELLI. 1998. *Dans quelle société vivons-nous ?* Paris, Éd. du Seuil.
- GAULLIER, Xavier. 1996. «La machine à exclure», dans *L'État-providence. Arguments pour une réforme*. Paris, Le Débat/Gallimard.
- GIDDENS, Anthony. 1979. *La Estructura de Clases en las Sociedades Avanzadas*. Madrid, Alianza.
- GIRAUD, P.-N. 1996. *L'inégalité du monde*. Paris, Gallimard.
- GOLDTHORPE, J. éd. 1984. *Order and Conflict in Contemporary Capitalism*. USA, Oxford University Press.
- GURVITCH, Georges. 1954. *Le concept des classes sociales, de Marx à nos jours*. Paris, cours ronéotypé.
- HALBWACHS, Maurice. 1970 [1912]. *La classe ouvrière et les niveaux de vie*. Paris, Gordon and Breach.
- LACLAU, E. 1979. *Politics and Ideology in Marxist Theory*. Londres, Verso.

TOURAINÉ, Alain. 1976. *Les sociétés dépendantes*. Paris, Gembloux-Duculot.

WEBER, Max. 1971 [1922]. *Économie et société*. Paris, Plon.

LACLAU, E., et C. MOUFFE. 1985. *Hegemony and Socialist Strategy*. Londres, Thetford Press.

LEMEL, Y., M. OBERTI et F. REILLER. 1996. «Classe sociale : un terme fourre-tout ?», *Sociologie du travail*, XXXVIII, 2 : 195-208.

MARSHALL, G., D. ROSE et al. 1989. *Social Class in Modern Britain*. Londres, Unwin Hyman Ltd.

MARSHALL, T. H. 1977. *Class, Citizenship and Social Development*. Chicago, Chicago University Press.

MENDRAS, Henri. 1988. *La seconde révolution française, 1965-1984*. Paris, Gallimard.

NEVEU, É. 1990. «Sociostyles. Une fin de siècle sans classes ?» *Sociologie du travail*, 2, avril-juin.

POULANTZAS, N. 1974. *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*. Paris, Éd. du Seuil.

REICH, R. 1993. *L'économie mondialisée*. Paris, Dunod.

TERRAIL, Jean-Pierre. 1990. *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?* Paris, PUF.

THOMPSON, E. P. 1988. *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris, Maison des sciences de l'homme.

TOURAINÉ, Alain. 1969. *La société post-industrielle*. Paris, Denoël.